



Non aux universités des profits, oui à l'Université des savoirs !

Depuis une dizaine d'années, nous nous battons contre des réformes libérales qui s'abattent sur les universités en France, en Europe et dans le monde. **Que ce soit le LMD ou plus récemment la LRU et le plan licence, ces lois ont pour but de mettre en concurrence les universités, de les mettre au service du patronat.**

Pour ceux qui n'ont pas suivis l'année dernière, un petit rappel de ce que promet la LRU :

- généraliser les mécanismes de sélection et de concurrence (entre étudiants, entre enseignants, entre établissements) ;
- renforcer un système à deux vitesses ;
- établir des critères d'efficacité claqués sur ceux du retour sur investissement en dehors de toute démocratie universitaire ;

Une réforme qui n'a donc qu'un but : faire de l'accès au savoir un nouveau marché, restreindre les qualifications en fonction de critères d'employabilité, et donc, abandonner à terme toute référence à une mission de service public de l'enseignement supérieur.



Et pour nous ça change quoi?

L'exemple sur notre fac est plus que saisissant! Avant nous étions l'université Paris-X Nanterre, nous sommes désormais la fac Paris Ouest Nanterre La Défense !

Vous aussi vous voyez **les changements** : TD surchargés, augmentation des frais de scolarité, nombre d'heures réduites,...

L'université de Nanterre veut devenir un pôle d'excellence en droit, économie et gestion. Autrement dit, notre université veut devenir la pépinière de la défense, pour former et formater plein de travailleurs à moindre frais en fonction des exigences du patronat local.

Et les conséquences : baisse de moyens en SSA, en Art du spectacle, en STAPS...

Former des travailleurs "employables" de manière rentable est donc maintenant plus important que de permettre la formation de travailleurs qualifiés avec un regard critique sur la société.



Pour une université transformée dans une société débarrassée du capitalisme

Une triple transformation de l'université :

- **L'unification de l'enseignement supérieur au cœur d'une Université démocratique :**
 Aujourd'hui, le système d'enseignement supérieur joue un rôle important dans la reproduction sociale. Les grandes écoles aux frais élevés sont destinées aux plus riches, quant à l'Université, on la divise en pôles d'excellences induisant l'apparition de « facs poubelles », destinées aux plus pauvres, ne bénéficiant que de formations « professionnelles » aux rabais. **L'enseignement supérieur doit être restructuré pour offrir des formations de qualités accessibles à tous et permettre aux étudiants de participer réellement à sa gestion.**

- **La construction d'une Université au service de l'émancipation des travailleurs et des besoins sociaux :**

La classe dominante soumet l'université aux intérêts privés par la formation d'employés dociles et bon marché. L'université doit être un outils pour l'émancipation de tous, en formant des travailleurs capable de gérer eux même leur outils de production. Pour cela, **l'Université doit leur donner les savoirs nécessaires à la maîtrise de leur travail, pour qu'ils soient plus que des exécutants.**



Enseignants-Chercheurs
Notre président vous rassure :

**VOUS CHERCHEREZ
 POUR TOUJOURS**



- **La construction d'une université au service de la démocratie et des besoins sociaux :**

En s'accaparant la production et la diffusion des savoirs, la classe dominante brise les espaces de controverses idéologiques, imposant la doctrine néo-libérale. La déstructuration et l'individualisation des parcours renforcent ce processus. **L'université doit permettre le rayonnement de la recherche dans la société, afin que tous les citoyens puissent en maîtriser les enjeux et pour qu'une réelle démocratie s'installe. .**

L'éducation, un enjeu européen, un enjeu international :

Au niveau européen le processus de Bologne, commande toutes les réformes sur l'éducation que nous connaissons en France mais que connaissent aussi tous les pays d'Europe, afin de créer «l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde». La lutte contre la marchandisation de l'éducation ainsi que l'analyse de contres-propositions concrètes doit donc aussi se former autour des diverses organisations progressistes et communistes européennes.

